

Conférence-débat de l'Intergroupe « Extrême pauvreté et droits de l'homme, Comité Quart Monde »

Bruxelles, 17 octobre 2012 (Journée mondiale du refus de la misère)

Introduction par Sylvie GOULARD, députée européenne ALDE, Présidente de l'Intergroupe : Avant d'être en quête d'argent ou de prestations sociales, les personnes en situation de pauvreté désirent surtout être reconnues, écoutées et intégrées aux politiques sociales. C'est la question que nous allons aborder aujourd'hui.



© Photo de l'Union européenne

Discours d'ouverture par Abhijit BANERJEE, co-auteur de « Repenser la pauvreté » : Dans notre livre, nous démontrons que le problème n'est pas la lutte contre la pauvreté mais la manière dont nous luttons.

Nous faisons très souvent l'erreur de comparer la vie des pauvres à la nôtre. Lorsque votre vie toute entière est un problème, le moindre plaisir fait la différence, surtout dans des zones reculées où il n'y a rien pour se distraire. Voilà pourquoi, pour les personnes pauvres, s'acheter une télévision paraîtra plus important que de la nourriture.

Nous sommes tous des êtres humains et non des machines : cette leçon doit servir de base pour révolutionner les programmes de lutte contre la pauvreté.

Deux idéologies s'opposent dans la lutte contre la pauvreté : « *tout révolutionner en bouleversant l'accès aux services de base* » VS. « *sans changement de croyances ou de gouvernement, toute aide est inutile* ». Faisons plutôt preuve d'humilité et de pragmatisme. Arrêtons de présenter les problèmes de manière trop théorique.

Réactions de l'audience :

- L'approche *bottom-up* doit être généralisée, avec une plus grande consultation des personnes en situation de pauvreté.
- La précarité énergétique dont souffrent les pays en développement (PED) est un problème de taille car l'énergie est à la base de tout : éducation, santé, etc.

- Il faut soutenir le droit à la terre en Inde et mettre un terme au *land grabbing*. La combinaison du renforcement de la démocratie, de la limitation de l'approche *top-down* et de la fin de la stigmatisation des pauvres pourra améliorer la situation des PED.
- Pourquoi existent-ils tant d'inégalités entre pauvres et riches alors qu'il y a une abondance des ressources dans la nature ? Pourquoi partageons-nous si peu ?

Réponse d'A. BANERJEE : L'important est de mettre en place des politiques créatives et de s'adapter à la diversité des situations. Cette approche s'applique également à l'Europe : la Commission européenne devrait faire preuve de plus d'inventivité dans ses propositions. Avoir de bonnes idées est très bien, encore faut-il en mesurer les résultats et les appliquer.



Table ronde 1 : Point de vue interne sur la crise de l'euro et l'extrême pauvreté

Peter SPIEGEL, journaliste du Financial Times et modérateur de la table ronde: Comment lutter contre la pauvreté en Europe ?

Benoît COEURE, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE) :

« La pauvreté en Europe est moins importante que dans d'autres parties du monde, mais elle n'est pas en déclin. »

La BCE est une institution européenne dont le mandat est limité à la stabilité des prix. Cependant, elle a tout de même un devoir d'équité, d'efficacité et de stabilité d'où une certaine responsabilité dans la lutte contre la pauvreté en Europe, par la limitation des chocs sur les salaires des citoyens et la garantie du bon fonctionnement des marchés. Pour ces sujets, la BCE agit surtout en complément des politiques menées par la Commission et le Parlement européen.

Dans un contexte où la crise renforce les inégalités, le rôle de la BCE consiste à :

- Baisser les taux d'intérêt afin de réduire les inégalités (Keynes parlait d'euthanasie des rentiers) ;
- Lutter contre l'inflation, à laquelle les pauvres sont très vulnérables ;

- Continuer à fournir des liquidités pour permettre aux banques de prêter de l'argent à tous ;
- Stabiliser les revenus et les prix ;
- Mener des réformes structurelles au niveau national.

Nous devons tous travailler ensemble, être créatifs et innovants pour faire face à cette crise exceptionnelle.

Jürgen KLUTE, député européen GUE, Vice-président de l'Intergroupe :

« L'austérité, seule, ne nous fera pas sortir de la crise. »

Les gouvernements doivent bien gérer leurs dépenses, sans pour autant négliger la croissance et l'emploi, contrairement à Angela MERKEL ces derniers mois.

Il faut stimuler la croissance, nous en avons besoin. **La BCE ne peut pas se concentrer uniquement sur la stabilité des prix** : c'est pourquoi la gauche en Allemagne demande un élargissement du mandat de la BCE.

Réactions de Benoît COEURE : Le mandat de la BCE est un mandat du peuple ; ce n'est pas nous qui le décidons. L'important dans cette lutte contre la pauvreté en Europe est de diminuer les dépenses tout en améliorant le travail des gouvernements nationaux.

D'autre part, **les banques et le laxisme vis-à-vis des réglementations financières sont en grande partie à l'origine de la crise**. Il faut donc plus de régulation du secteur bancaire.

Il existe une contradiction en Europe : nous ne pourrions pas mettre fin à la crise sans bouleverser les institutions politiques gérant notre monnaie unique. Nous avons besoin de plus d'intégration et d'un compromis entre solidarité et contrôle au sein de la zone euro. Cela sera difficile car les peuples sortent d'un choc économique important, mais c'est une étape essentielle à franchir.

Question de Peter SPIEGEL : A-t-on tout mis en œuvre pour venir en aide aux plus pauvres ? Des pays avec des impôts plus importants aideraient-ils ?

Jürgen KLUTE : Les institutions européennes n'ont aucun pouvoir en matière de politique fiscale car cela ne fait pas partie des compétences de l'UE.

Benoît COEURE : Le gouvernement français est en tel déficit public qu'il doit rembourser chaque année des millions d'euros aux banques, ce qui accroît sa vulnérabilité face aux

marchés financiers. Ces millions seraient mieux employés à œuvrer pour la cohésion sociale. Ceci est le symptôme d'une déficience politique à ne pas vouloir choisir de priorités dans la politique menée par l'Etat.

Sylvie GOULARD : Dans l'UE, en ayant la même monnaie et la même ouverture à l'international, les pays réussissent plus ou moins bien. En Allemagne, des dizaines de millions d'euros sont dépensés en moins, sans pour autant sacrifier les services publics. **C'est la qualité de la dépense qui est primordiale.**

En parallèle, il faut réduire les déficits et mieux gérer nos dépenses publiques, nous n'avons plus le choix. Nous comptons 36000 communes, de nombreux cabinets ministériels et beaucoup de collectivités territoriales : nous pouvons économiser beaucoup, sans couper dans les prestations sociales.

Réactions de l'audience :

- Des leçons sont à tirer de l'expérience islandaise, qui a protégé les dépôts des petits épargnants et organisé l'effondrement de son secteur bancaire, pour ensuite repartir du bon pied 5 ans plus tard.
- En Europe, les droits des actionnaires l'emportent souvent sur celui des citoyens.



Table-ronde 2 : Point de vue externe sur les politiques de lutte contre la pauvreté

Projection de la vidéo d'ATD Quart Monde : « *Tant qu'il y a la misère, il n'y pas de paix* ».

Diana SKELTON, déléguée générale adjointe d'ATD Quart Monde : Afin d'améliorer la croissance en Europe, nous devons utiliser les ressources inexploitées des pauvres. Ils sont bien trop souvent des bénéficiaires passifs alors qu'ils sont sources de connaissances et gagnent à être consultés.

Charles GOERENS, député européen ALDE, Membre de la commission développement : Nous assistons à une opposition entre les pauvres d'ici et d'ailleurs alors que notre impératif

de solidarité devrait être indivisible entre solidarité intérieure et extérieure. Etrangement, les pays de l'UE qui investissent le plus dans l'aide internationale connaissent des taux de précarité élevés.

Par ailleurs, nous faisons face à un double effet de la mondialisation : les inégalités entre les pays ont tendance à se réduire alors qu'elles augmentent à l'intérieur des pays. Face à cette situation, le développement sera plutôt endogène avec un soutien à l'économie informelle.

Patrizia TOIA, députée européenne S&D, vice-présidente de la Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie : Effectivement, il existe une opposition entre pauvreté extérieure et intérieure. La population européenne souhaite donner plus de fonds à l'aide au développement (environ 80% des européens y sont favorables), y compris dans les pays fragilisés par la crise.

Le rôle de l'UE dans les PED est d'aider à construire des Etats : cela passe par l'amélioration de la connaissance du management et du droit foncier. Mais aussi par la prise de responsabilité des entreprises européennes qui investissent dans ces régions : elles devraient respecter un code éthique.

Par ailleurs, l'énergie sera un grand moteur de développement, notamment en Afrique, qui pourrait rattraper son retard en investissant par exemple dans les énergies renouvelables.

Enfin, le rôle des femmes est un facteur de changement puissant dans les PED car elles sont le ciment de la société par leur aptitude à faire vivre leur communauté.

Beda Romano, Journaliste du Il Sore 24 Ore et modérateur de la table ronde : « *Why Nations Fail ?* », le titre de cet ouvrage publié récemment remet en question l'efficacité de certaines institutions mais aussi de l'aide au développement. Quelles leçons pouvons-nous en tirer ?

Réactions de l'audience :

- La plupart des organisations internationales sont gérées par des européens : il y a ici une carte à jouer pour insuffler une nouvelle dynamique.
- Les pauvres gèrent des crises au quotidien : nous pourrions tirer de nombreux enseignements de leurs comportements pour gérer celle de l'euro. Les pauvres sont des facteurs de changement.
 - ⇒ **Charles GOERENS :** L'aide au développement est tout de même une histoire à succès (baisse du sida en Afrique, amélioration de la situation au Sahel, etc). L'aide au développement n'a pas été totalement inutile.

Conclusions de Diana SKELTON : L'Année internationale du refus de la misère en 2013 sera l'occasion d'approfondir le débat et de promouvoir le dialogue sur la question de la lutte contre la pauvreté dans les PED, et en Europe.

La conférence a été suivie par une cérémonie devant la dalle commémorative aux victimes de la misère, au Parlement européen.



*Íñigo Méndez de Vigo (ancien Président de l'Intergroupe), Sylvie Goulard (actuelle Présidente)
et Jürgen Klute (Vice-président)*



Cet événement a été organisé avec le soutien financier du groupe ADLE.